



COMMUNIQUE DE L'USP du 1^{er} juillet 2019

**Près de 24 000 signatures déjà ! Il est encore temps de signer la pétition :
« Non à l'omerta généralisée ! »**

Destruction des services publics, répression (fichiers SI-VIC et Hopsyweb), attaques contre les lanceurs d'alerte et les émissions d'information indépendantes, c'est contre cette politique que cette pétition a été lancée fin mai. Déjà plus de 24 000 signatures.

Nous devons continuer à populariser cette pétition : signez si vous ne l'avez pas encore fait et faites signer !

Pascal Boissel

Pour Union Syndicale de la Psychiatrie, 52 rue Gallieni, 92240 Malakoff
Tél/fax : 01 46 57 85 85 - uspsy@free.fr - www.uspsy.fr

https://printempsdelapsychiatrie.org/2019/05/27/petition-non-a-lomerta-generalisee/?fbclid=IwAR06xZ3ew2wamY03HLobOzLURn5UjuASy_tLXWDYcTlnwGkd5zgoPMXmZQ

<https://www.uspsy.fr/NON-A-L-OMERTA-GENERALISEE.html>

NON À L'OMERTA GÉNÉRALISÉE ! REFUSONS LA POLITIQUE DE LA PEUR

Dénoncer la destruction délibérée des services publics, la dégradation des soins, notamment en psychiatrie, mais aussi dans les EHPAD et dans les services d'urgence, fait l'objet d'une répression accrue.

La dénonciation par les salariés de la perte de sens de leur travail et de la maltraitance institutionnalisée n'est pas supportée par les hiérarchies. Ces dernières évoquent un prétendu devoir de réserve ne visant qu'à cacher la dégradation organisée des services publics du sanitaire, du médico-social et du social.

Tous les salariés des services publics sont fragilisés par la disparition programmée déjà en cours des statuts, remplacés par des contrats à durée déterminée ; c'est la loi travail qui s'applique progressivement à tous.

Les travailleurs de la santé sont encouragés à la dénonciation et au fichage des militants blessés (notamment les Gilets Jaunes) au moyen du fichier SI-VIC. Les patients en souffrance (dépression, tentatives de suicide, etc.) font l'objet d'un fichage (HOPSYWEB) dénoncé sans succès par l'ensemble des organisations professionnelles et des associations d'usagers et de familles.

Le Conseil de l'ordre des médecins soutient les employeurs qui portent plainte contre les médecins du travail et d'autres médecins qui ont établi des certificats dans des cas de souffrance au travail. Là encore, on veut faire taire les paroles dissidentes.

Enfin, une véritable censure tend à être rétablie au nom d'une prétendue lutte contre les *fake news*. Ainsi en va-t-il avec la loi contre la manipulation de l'information, ainsi en va-t-il avec les convocations par la DGSJ de plusieurs journalistes dans le but de connaître leurs sources. Pas étonnant que la France soit 32^e au classement mondial de la liberté de la presse !

Actuellement, les émissions de service public qui donnent la parole aux lanceurs d'alerte avec un minimum de sécurité sont menacées d'une interruption prochaine. Nous nous opposons à la disparition programmée des émissions d'investigation : *Comme un bruit qui court* mais aussi *Complément d'enquête*, *Cash investigation*...

Manifestement, un des enjeux pour le gouvernement est que la casse des services publics soit organisée en silence ; pour cela, il faut museler les lanceurs d'alerte. C'est une véritable omerta sur les méfaits du libéralisme qui s'installe ! Alors même que le procès des dirigeants de France Telecom a enfin lieu.

Nous ne ferons pas complices de cette politique-là en gardant le silence !

La liberté d'expression et de diffusion des idées est une des conditions de l'émancipation !

Printemps de la psychiatrie, le 27 mai 2019

Pour signer cette pétition : <https://www.mesopinions.com/petition/sante/omerta-generalisee-refusons-politique-peur/66880>